

## Algérie : le plan Baker toujours en vigueur

Le pays maintient sa politique traditionnelle et est favorable au plan Baker, à condition que le Front Polisario soit considéré comme seul interlocuteur valable.

Manuel Ostos

Une mini-bataille silencieuse, et dans les coulisses. C'est ainsi que la diplomatie algérienne a compris les démarches réalisées à Alger, au mois de juillet dernier, par le président du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, accompagné du ministre des Affaires étrangères, Miguel Angel Moratinos, pour encourager l'Algérie à assumer un plus grand rôle dans la résolution du conflit du Sahara Occidental, aujourd'hui stagnant.

Les algériens n'en espéraient pas moins, puisque lors d'une visite précédente de Moratinos, en avril, celui-ci avait déclaré que l'Espagne prétendait aider le Maroc et l'Algérie à en finir avec leur traditionnelle inimitié, et favoriser un accord sur l'avenir du Sahara Occidental dans le cadre des Nations unies, de façon à pouvoir harmoniser les droits des parties en présence.

L'intervention espagnole n'a pas été vue sous un mauvais jour à Alger, bien que le chef de la diplomatie algérienne, Abdelaziz Belkhadem, n'ait pas hésité à déclarer publiquement qu'il « avait perçu une certaine sympathie » avec la position de la France, qu'Algérie considère fondamentalement favorable aux thèses du Maroc.

Belkhadem s'est également empressé de souligner que la visite de Zapatero, et celle qu'avait fait quelques jours plus tôt à Alger le ministre français des Affaires étrangères, Michel Barnier, n'ont fait aucunement pression pour forcer à prendre un engagement sur le Sahara Occidental.

Barnier déclara – et Zapatero insista sur la même chose – qu'il serait fondamental de compter sur un dialogue entre l'Algérie et le Maroc sur le problème sahraoui.

Mais pour l'Algérie, un plus grand rôle ne peut être conçu si le Front Polisario est déplacé de son rôle de seul interlocuteur avec lequel il doit négocier. En ce sens, le président du gouvernement espagnol, ainsi que le chef de la diplomatie française, le président algérien Abdelaziz Bouteflika et le propre Belkhadem, leur ont exposé le même discours : « Tout ce qui peut contribuer à améliorer nos relations avec le Maroc est – et sera toujours – bienvenu, mais toujours en marge du problème

sahraoui qui, d'une certaine façon, constitue un contentieux bilatéral entre nous ».

### La position algérienne

Il ne fait aucun doute que l'Algérie a des intérêts dans l'affaire, même si ceux-ci sont noyés dans la défense du droit et de la légalité internationale, et le principe de la décolonisation, qui sont deux des éléments clefs des Chartes programmatiques de l'ONU et de l'ancienne Organisation pour l'unité africaine (OUA).

L'origine de cet intérêt réside dans l'ancienne rivalité entre le colonel Houari Boumediene et le roi Hassan II. Le premier fit du Sahara Occidental une affaire personnelle, même tout en recourant aux principes signalés. Boumediene fut littéralement « poussé » par Bouteflika, alors ministre des Affaires étrangères, et celui-ci – on l'a su plus tard – pâlit quand on lui annonça que l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie avaient signé les accords tripartites de Madrid en 1975.

La nouvelle lui fut annoncée par le colonel Mohamed Abdelghani, qui s'était installé dans l'ambassade algérienne de Madrid. Bouteflika, lorsqu'il le communiqua à Boumediene, se sentit humilié par ce qu'il qualifierait de « trahison espagnole ».

Depuis le début du conflit, l'Algérie a maintenu son refus à participer à un sommet maghrébin dans lequel le Front Polisario ne serait pas présent. En février 1986, l'Algérie publia les deux alternatives qu'elle voyait pour la tenue de ce sommet : soit une rencontre à six (Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie, Tunisie et République Sahraouie) soit entre les quatre « qui n'étaient pas en guerre » (Algérie, Libye, Mauritanie et Tunisie).

C'est à cette date que se sont estompées les initiatives visant à résoudre le conflit dans un sommet régional, que le président tunisien, Habib Bourguiba, voulut mener avec le consentement de Boumediene.

Le plan de paix adopté par l'OUA en 1983 n'a pas non plus fonctionné. En février 1982, le sommet africain tenu à Addis-Abeba (Ethiopie) décida l'admission administrative de la République arabe sahraouie démocrati-



**En mars 2004, la Minurso a organisé le transfert de plusieurs sahraouis du camp de Laâyoune, vers le côté algérien du Sahara Occidental, afin qu'ils retrouvent leurs familles du côté marocain / AFP**

que (RASD) en tant que membre de plein droit, ce que provoqua qu'en 1984 le Maroc se retira de l'organisation.

L'Algérie a alors concentré ses efforts sur l'implication des Nations Unies, à partir des positions assumées par la quatrième commission de décolonisation, favorable à un référendum d'autodétermination.

La mort de Boumediene, puis celle de Hassan II, mirent fin à la situation de casus belli que la partie algérienne conférait à ses relations avec le Maroc lorsqu'elle se référait à l'ancienne colonie espagnole.

Malgré cela, et à la seule exception de la très brève présidence de l'historique Mohamed Boudiaf, qui mou-

rut victime d'un complot encore teinté de mystère, aucun homme d'Etat algérien n'a osé trancher le nœud gordien de négociations directes avec le Maroc à propos du Sahara Occidental.

Les forces armées algériennes héritèrent l'hostilité de leur chef Boumediene, et respectèrent son interdiction formelle d'abandonner les indépendantistes sahraouis. Les hommes politiques se sont tenus de respecter cette ligne rouge, et Bouteflika ne semble pas, pour l'instant, disposé à imposer un changement d'optique aux militaires.

Quelques jours après la visite de Zapatero, le président algérien a gagné une importante bataille dans son combat personnel avec les généraux qui le conduisirent au pouvoir en avril 1999. Le militaire de plus haut rang, le général de corps d'armée Mohammed Lamari, a présenté sa démission en tant que chef de l'état-major et a été remplacé par le général Salah Ahmed Gaid, que l'on considère plus favorable à Bouteflika.

Mais si cette relève, ainsi que le départ du général Fodil Bey, chef de l'importante première région militaire, peuvent faciliter la stratégie de concorde et de réconciliation nationale de Bouteflika vis-à-vis de l'intégrisme, il est difficile d'imaginer que cela puisse modifier la politique traditionnelle sur le conflit sahraoui.

Pour qu'il soit bien clair qu'on ne peut attendre aucun changement, l'Algérie a lancé, au début d'août, une « contre-offensive » destinée à montrer qu'aussi bonnes soient ses relations avec Paris et Madrid, elle s'oppose radicalement à toute initiative qui puisse apparaître comme une forme de pression ou de substitution du Front Polisario sur la table des négociations avec le Maroc.

Le premier à déclencher les « hostilités » a été Belkhadem, quand il exprimait devant Barnier et Moratinos que cela n'est pas avec Alger qu'il faut traiter en premier lieu un changement éventuel de position des indépendantistes. « Si vous voulez voir des changements dans les positions du Polisario, c'est avec eux qu'il faut traiter », déclara Belkhadem visiblement irrité.

Le 20 juillet, Belkhadem publia un communiqué dans lequel il critiquait les déclarations de « certaines personnalités gouvernementales étrangères » en relation avec le Sahara Occidental, en les accusant de « manifester leur tendance à faire un amalgame lamentable et fallacieux entre les relations bilatérales algéro-maroc-



caines, la construction de l'unité maghrébine et la résolution du problème du Sahara Occidental ».

« L'Algérie, qui possède le plus grand respect envers le peuple frère marocain, réaffirme que la paix ne se fera qu'avec les autorités du Front Polisario, et que la recherche d'un interlocuteur de substitution, dans ce cas l'Algérie, ne conduira qu'à une impasse, et à prolonger inutilement une situation préjudiciable pour les peuples de la région », soulignait le communiqué.

La seconde salve, c'est le propre Bouteflika qui l'a lancée dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, où il passait en revue tous les arguments qui appuient la position inamovible de l'Algérie, dans sa volonté de démontrer le respect de ses anciens engagements vis-à-vis des mouvements de libération.

L'Algérie, déclare Bouteflika, considère toujours la question du Sahara Occidental comme un problème de décolonisation que les Nations unies ont assumé comme tel, et qui doit être résolu dans le respect du droit à l'autodétermination des peuples.

« Le conflit, ajoute-t-il, concerne exclusivement le peuple sahraoui et la puissance occupante, c'est-à-dire le Maroc, et tout arrangement doit nécessairement passer par un accord entre ces deux parties. Nous considérons donc comme une procédure purement dilatoire toute tentative d'inscrire le problème du Sahara Occidental dans un contexte algéro-marocain, car l'Algérie ne peut ni veut remplacer le peuple sahraoui dans la détermination de son futur ».

Le président algérien justifiait sa lettre pour mettre fin « à certaines spéculations » et insistait sur le fait que son pays ne pose aucune condition préalable au développement de ses relations avec le Maroc « car nous estimons qu'il n'y a aucune raison pour que la question du Sahara Occidental interfère dans nos relations ».

Une position évidemment diamétralement opposée à celle soutenue par Rabat, qui considère qu'Alger est le seul interlocuteur valable pour résoudre le contentieux sur ce qu'il dénomme ses « provinces du Sud ».

Le message de Bouteflika anéantit les espoirs que les relations avec le Maroc puissent s'améliorer à court terme, espoirs qui semblaient affleurer de nouveau après la décision personnelle du roi Mohammed VI, au début d'août, de supprimer la formalité du visa pour les ressortissants algériens.

Après cette décision, on s'attendait à la réouverture des frontières qui restaient fermées depuis 1994, mais Alger n'accorda aucune importance à la décision marocaine, et laissa à nouveau le problème frontalier entre les mains d'une commission.

Pour si cela ne suffisait pas, les algériens organisèrent le 5 août 2004 une semaine de solidarité avec le peuple sahraoui, qui servit de prétexte à accueillir avec tous les honneurs le leader polisario Mohammed Abdelaziz à Alger.

Le premier ministre algérien, Ahmed Ouyahia, prit la relève des mains de Bouteflika, offrit à Abdelaziz une

## Liens d'intérêts

### ■ Maroc

- Premier ministre marocain : <http://www.pm.gov.ma/fr/index.html>
- Ministère de Communication et dossier sur le Sahara : [http://www.mincom.gov.ma/french/reg\\_vil/regions/sahara/index.htm](http://www.mincom.gov.ma/french/reg_vil/regions/sahara/index.htm)
- Ministère d'Affaires étrangères : <http://www.maec.gov.ma/fr/default.asp>
- Web pour un Sahara marocain : <http://www.sahara-marocain.com/>

### ■ Webs sahraouis

- Association de soutien à un référendum libre et régulier au Sahara Occidental : <http://www.arso.org>
- Agence de presse sahraouie : <http://www.spsrasd.info/index.html>
- Collectif d'initiatives pour la connaissance du Sahara Occidental : <http://www.sahara-occidental.com/>
- Agence d'information sahraouie en arabe : <http://www.tukatt.org>

### ■ Nations unies

- Mission de maintien de la paix des Nations unies – Minurso : <http://www.un.org/Depts/dpko/missions/minurso/>
- Minurso : <http://www.minurso.unlb.org/>
- Centre de Nouvelles ONU (français) : <http://www.un.org/french/newscentre/index.shtml>

### ■ Autres

- Ministère d'Affaires étrangères et de la coopération espagnol : <http://www.nuevo.maec.es/turcana/es/index.jsp>
- Ministère d'Affaires étrangères algérien : <http://www.mae.dz/index.asp>
- Union du Maghreb arabe : <http://www.maghrebarabe.org>
- Union Africaine : <http://www.africa-union.org/>

réception dans la résidence officielle des invités de l'Etat en présence de plusieurs membres de son cabinet, et prononça un discours encore plus implacable que la lettre de Bouteflika.

Ouyahia, très proche des généraux de l'armée, affirma que le soutien aux indépendantistes sahraouis « est un honneur pour l'Algérie, un devoir vis-à-vis de notre passé et l'expression d'un principe intangible de respect envers la légalité internationale ».

Au cours de cet acte, visiblement satisfait, Abdelaziz insista sur le fait que le référendum était, pour les sahraouis, un « aspect irréversible » auquel ils ne renonceraient pas, en faisant mention aux accords conclus avec la partie marocaine à Houston (Etats-Unis), sous la médiation de l'envoyé spécial des Nations unies pour le Sahara Occidental, James Baker.

L'objectif poursuivi par l'Algérie est que le successeur de Baker, Alvaro de Soto, ne s'écarte pas trop du plan de son prédécesseur, et que la résolution 1429 du Conseil de sécurité, votée à l'unanimité en juillet de l'année dernière, soit toujours la clef de voûte d'une bataille dont l'issue est incertaine malgré les bonnes intentions de plus en plus palpables. ■